

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 42

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### **METALEUROP NARGUE SES ANCIENS SALARIÉS**

*Le groupe de métaux non-ferreux, qui avait fermé sa fonderie de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais) en 2003 en licenciant 830 salariés sans plan social, va prochainement revenir en bourse après deux ans de redressement judiciaire. La CGT rappelle que seule la moitié des salariés licenciés a retrouvé un emploi et que depuis 2003, quinze sont morts, pour la plu-part de maladie professionnelle.*

### **LE PARTI DE BUSH ECLA-BOUSSE PAR LES SCANDALES**

*La majorité républicaine au Congrès américain est déstabilisée en profondeur par les scandales de corruption. Une vingtaine de parlementaires et de dirigeants du parti républicain ont annoncé qu'ils allaient res-tituer les sommes qui leur ont été versées par des lobbyistes en échange de leurs votes ou de leur influence. Le plus célèbre d'entre eux, Jack Abramoff, est selon le magazine Time « l'homme qui a acheté Washington ».*

### **NOUVELLE GREVE A LIBERATION**

*Le personnel du journal a voté la grève pour jeudi 12 janvier afin de s'opposer au chapitre « ex-ternalisations » du plan social de la direction. A la demande de l'actionnaire de référence (38, 87% du capital), Edouard de Rothschild, celle-ci envisage de supprimer 52 postes de travail, dont 14 par externalisation.*

## **EDITO: MITTERRAND, INVENTAIRE 2006**

Le déferlement éditorial et médiatique qui accompagne le dixième anniversaire de la mort de François Mitterrand ne nous dispense pas de formuler quelques réflexions sur le responsable politique et son temps. Laissons de côté les aspects biographiques pour privilégier l'essentiel : la politique économique et sociale d'une part, les institutions de l'autre.

Confite en admiration mais le cœur bien à gauche, Danielle Mitterrand ne peut que constater, devant les caméras de télévision, que son mari s'est vu limité dans son action « par la pression des marchés, par le mur de l'argent ». Ce qui reste une façon très aimable de poser le problème, mais reconnaissons à Danielle l'immense mérite de bien situer le débat. La gauche au pouvoir ? Dans le meilleur des cas, l'expérience aura duré un peu plus de deux ans, de 1981 à 1983. Les réformes accomplies furent importantes et pour la plupart durables : abolition de la peine de mort, lois de décentralisation, semaine de 39 heures, retraite à 60 ans,...sans oublier la revalorisation des minima sociaux et un train de nationalisations pour la défense desquelles le président élu en 1981 a guerroyé contre le gouvernement Chirac de la première cohabitation.

En revanche, force est de constater qu'à partir de 1984, Mitterrand, et avec lui le PS, trouve dans « la pression des marchés et les contraintes extérieures » le justificatif au tournant amorcé en 1984. Foin du socialisme à la Française, place à l'Europe et à tout ce qui s'ensuit : le cortège de restructurations industrielles, le chômage et la précarité, le franc fort, l'Acte unique avant Maastricht et ses critères de convergence...Au bout du compte, Mitterrand n'a pas désespéré Billancourt, il l'a fermé.

On sait que sous ces années Tapie a prospéré le culte de l'argent-roi, cependant que de nouveaux sigles ont fait leur apparition – RMI, SDF – qui ont marqué de leur sceau la montée de la misère et de la précarité. C'est aussi lorsque s'ouvre « la parenthèse de la rigueur » - jamais refermée – que la part des salaires dans la richesse nationale commence à décroître, passant de 70% à 60% aujourd'hui. Autant en plus pour les profits...

Alors que penser d'une gauche qui n'est fidèle que pendant deux ans à ses principes et à ses électeurs, avant de tourner casaque au point de perdre son âme ? Nous ne faisons pas partie de ceux qui claironnent que « tout est possible » au premier vent favorable, pas plus que nous n'ignorons que la vie politique est jalonnée de reculs et de compromis. Mais on ne doit faire marche arrière que pour repartir, pas pour changer d'orientation – sauf à se renier.

Le principal grief à adresser à Mitterrand est de n'avoir pas même songé à relancer la gauche pour refermer « la parenthèse », malgré sa réélection en 1988 ; d'avoir accepté comme une fatalité les ravages causés par le capitalisme financier au lieu d'amorcer la résistance à la mondialisation libérale. Question de volonté politique, question d'une actualité brûlante à laquelle la gauche doit apporter des réponses nouvelles dans le respect du vote du 29 mai. Trouver et élargir nos marges de manœuvre pour gouverner, redonner des moyens à la puissance publique : tel est le défi qui nous est lancé à l'horizon 2007.

Autre reniement : la perpétuation de la « monarchie républicaine » par l'auteur du Coup d'Etat permanent. « Les institutions étaient dangereuses avant moi, elles le redeviendront après », avait coutume de dire Mitterrand que cette remarque accable au lieu de l'absoudre.

Suite page 2

Que n'a-t-il lancé le chantier de la réforme constitutionnelle pour en finir avec «le pouvoir personnel», autrefois fustigé par la gauche ! Que n'a-t-il démocratisé l'Etat et la gestion gouvernementale, redonné un nouveau lustre au Parlement, rendu active la citoyenneté !

Dans ce domaine aussi, il y a urgence : malgré l'embellie du référendum de 2005 sur le « traité constitutionnel » de l'UE, l'abstention ne cesse de grimper depuis les années 80. La politique-spectacle appauvrit la démocratie en même temps qu'elle ouvre un gouffre entre les citoyens et ceux qui sont censés les représenter. De plus, une loi électorale inique exclut de toute représentation nationale un nombre considérable d'électeurs.

La démocratisation des institutions est d'autant plus nécessaire à la gauche que ce n'est qu'en associant le peuple au débat et à la prise de décision qu'elle pourra gouverner en restant fidèle à son projet. Ce qui hélas ne fit pas le cas après 1981 ; on connaît la suite... Or sans mobilisation populaire, pas d'avancée

populaire non plus.

Toutefois, le retour d'affection dont bénéficie aujourd'hui Tonton nous renvoie, entre nostalgie et espérance, à cet âge d'or où la gauche savait se rassembler autour d'un projet de transformation de la société française. La tâche était pourtant ardue : outre les cicatrices laissées par un demi-siècle de division du mouvement ouvrier, que l'on se remémore le climat de guerre froide, l'anticommunisme de la droite et les pressions de Washington pour empêcher toute évolution à gauche en Europe. Aujourd'hui aussi la tâche est immense ; mais rassembler la gauche reste la seule voie qui mène à la victoire.

L'enthousiasme soulevé par la campagne de 1974, puis par l'historique 10 mai 1981, demeure dans la mémoire collective et irrigue l'imaginaire des jeunes générations. Au-delà du rituel des commémorations, c'est cette leçon d'avenir que nous retiendrons : dix ans après la mort de celui qui l'incarna, l'espoir en un changement des conditions de vie du plus grand nombre continue à faire battre les cœurs de gauche.

## HUMEURS :

**« PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS : QUELLES CONSEQUENCES SUR LA VIE DES FEMMES ? », par Monique Dental, animatrice du Réseau Féministe « Ruptures ».** Article publié le 28 décembre dans la rubrique Regards de femmes du journal La Marseillaise

La libéralisation et la privatisation des services publics vont avoir des conséquences sévères pour les populations. Et si tout le monde est concerné par le démantèlement des droits sociaux, les femmes le sont au premier chef car cette situation ne peut qu'aggraver les inégalités et la précarisation qui les touchent déjà majoritairement. Le recul des services publics va faire retomber sur elles la responsabilité des tâches qui ne seront plus assurées par la collectivité. Cette manoeuvre est déjà à l'œuvre avec les menaces de fermeture des petites classes d'écoles maternelles, par exemple.

Ce cadre libéral préserve et même réactive l'organisation patriarcale de la société. En effet, ce projet très rétrograde ramène les femmes à des activités de confort sociétal : garde des enfants, soins aux personnes âgées, service d'entre aide, bénévoles multiples qui les soustrait aux activités salariées.

Les premières évaluations des programmes européens d'ajustements structurels montrent déjà que la plupart des tâches réalisées par les Etats dans le passé sont désormais prises en charge gratuitement par les femmes. C'est pourquoi nous réaffirmons que les services publics doivent être maintenus - et même renforcés - parce qu'ils sont des éléments d'égalité et de justice sociale. C'est pourquoi il est nécessaire également que les services publics soient étendus dans les pays de l'Union qui n'en bénéficient pas encore.

Lors du Forum social qui s'est tenu à Bruxelles en 2002, des associations comme le réseau européen WIDE, « Femmes en développement », « Le Monde des Femmes » et « La Marche mondiale des Femmes » ont lancé des initiatives et organisé des ateliers sur « Genre et Globalisation » et sur « L'impact de la

privatisation des services sur la vie des femmes ». Ces débats, qui ont été encore approfondis depuis trois ans, ont fait ressortir la nécessité d'alerter sur les conséquences très spécifiques de la libéralisation de l'économie pour les femmes du Nord comme pour celles du Sud, lesquelles souffrent particulièrement de la privatisation des soins de santé. Il est donc extrêmement important de tenir compte de l'expérience de ces femmes précarisées et appauvries pour ne pas mettre en place de nouvelles privatisations.

Si de nombreuses voix s'élèvent contre la marchandisation de l'eau, de l'éducation et des soins, l'impact des privatisations sur la vie des femmes n'est pas encore suffisamment pris en compte et reconnu. C'est pourquoi nos voix de femmes doivent être entendues dans ce débat puisque ONG, syndicats, organisations et partis ne prennent pas toujours en considération la dimension féministe de cette question, alors même que de nombreux témoignages montrent que les effets des privatisations des services publics ne sont pas neutres et que l'impact de celles-ci est différent selon le sexe.

La dimension féministe des privatisations doit donc être visible au sein de nos composantes et de nos mobilisations, et la démarche féministe être présente dans tous les comités locaux et les groupes de travail traitant des services publics, afin que puissent être partagées nos réflexions, nos expériences et nos luttes contre la mondialisation néo-libérale dans laquelle les femmes constituent une nouvelle main-d'œuvre particulièrement flexible et vulnérable. Il appartient donc de trouver de nouvelles formes de solidarité en intégrant pleinement l'analyse féministe et son exigence de justice sociale.